

**Convention collective**

IDCC : 8534. – **EXPLOITATIONS MARAÎCHÈRES  
(ILLE-ET-VILAINE ET MORBIHAN)**  
**(20 novembre 1987)**

(Etendue par arrêté du 17 juin 1988,  
*Journal officiel* du 30 juin 1988)

AVENANT N° 25 DU 24 JANVIER 2007 (1)

NOR : *AGRS0797072M*  
IDCC : 8534

Entre :

L'union départementale des producteurs de légumes d'Ille-et-Vilaine ;  
Le groupement maraîcher morbihannais,

D'une part, et

La FSCOPA-CFTC ;  
Le syndicat FGA-CFDT ;  
Le syndicat FGTA-FO ;  
Le syndicat SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le premier alinéa de l'article 6 de la convention collective du 20 novembre 1987, relatif aux délégués du personnel, est modifié comme il suit :

« Les délégués du personnel sont désignés par voie d'élection, pour une durée de 4 ans, dans les entreprises visées à l'article L. 421-1 du code du travail. Toutefois, un accord de groupe ou un accord d'entreprise peut fixer une durée de mandat comprise entre 2 et 4 ans. »

Le reste de la rédaction de l'article 6 est inchangé.

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

## **Article 2**

Le premier alinéa de l'article 7 de la convention collective du 20 novembre 1987, relatif au comité d'entreprise, est modifié comme il suit :

« Les membres du comité d'entreprise sont désignés par voie d'élection, pour une durée de 4 ans, dans les entreprises visées à l'article L. 431-1 du code du travail. Toutefois, un accord de groupe ou un accord d'entreprise peut fixer une durée de mandat comprise entre 2 et 4 ans. »

Le reste de la rédaction de l'article 7 est inchangé.

## **Article 3**

Les dispositions de l'article 18 de la convention collective du 20 novembre 1987, relatif à la rémunération des travailleurs handicapés, sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Pour les salariés dont la lourdeur du handicap a été reconnue, leurs conditions de rémunération devront être conformes à la législation en vigueur. »

## **Article 4**

Les dispositions de l'article 20 de la convention collective du 20 novembre 1987, relatif à la permanence de l'emploi, sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'ouvrier permanent est un salarié en contrat à durée indéterminée auquel l'employeur fournit du travail toute l'année à temps plein ou à temps partiel, ou en contrat de travail à durée indéterminée intermittent.

L'ouvrier permanent à temps partiel est celui auquel l'employeur fournit du travail toute l'année, sur une base inférieure à la durée légale ou conventionnelle de travail.

Les modalités du contrat de travail à durée indéterminée intermittent sont précisées à l'article 9.3 de l'accord national du 23 décembre 1981 concernant la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles. »

## **Article 5**

Il est créé un article 20-1 ainsi rédigé :

« L'ouvrier saisonnier est celui qui est embauché pour effectuer des travaux spécifiques appelés à se répéter chaque année. »

## **Article 6**

Le deuxième alinéa de l'article 21 de la convention collective du 20 novembre 1987, relatif à durée du travail, est supprimé.

## **Article 7**

Les paragraphes 3.2 et 3.4 de l'article 29 de la convention collective du 20 novembre 1987, relatif à la cessation d'un contrat à durée indéterminée (démission, licenciement), sont rédigés comme suit :

« 3.2. Pendant la durée du préavis, le salarié licencié a droit pour la recherche d'un emploi à 1 journée ou à 2 demi-journées par semaine fixées en concertation avec l'employeur en début de préavis. En cas de désaccord les journées et demi-journées sont fixées alternativement par l'employeur et par le salarié. Les journées ou demi-journées non prises peuvent être cumulées en fin de préavis, avec l'accord de l'employeur. Les journées ou demi-journées non utilisées avant l'échéance du préavis n'ouvrent droit à aucun dédommagement. Pour les salariés travaillant à temps partiel, ce droit est ouvert au prorata du temps de travail prévu au contrat. »

« 3.4. Le salarié qui est licencié alors qu'il compte 2 ans d'ancienneté a droit à une indemnité de licenciement, conformément aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles applicables. »

Le reste de la rédaction de l'article 29 est inchangé.

## **Article 8**

Les dispositions de l'article 30 de la convention collective du 20 novembre 1987, relatif à l'attestation et au certificat de travail, sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« A l'expiration du contrat de travail, l'employeur doit remettre au salarié :

1. Une attestation ASSEDIC.
2. Un certificat de travail contenant exclusivement la date de son entrée et celle de sa sortie, et la nature de l'emploi, ou le cas échéant, des emplois successivement occupés, ainsi que les périodes pendant lesquelles ces emplois ont été tenus. »

## **Article 9**

Les parties demandent l'extension du présent avenant qui prend effet à compter du 1<sup>er</sup> février 2007 et sera déposé au service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricole d'Ille-et-Vilaine.

Fait à Rennes, le 24 janvier 2007.

(Suivent les signatures.)